



Le développement est efficace : il permet à une fillette du village de Puepue (Mozambique) de faire ses études. L'école a été construite dans le cadre d'un Plan de développement local financé par le Fonds d'équipement des Nations Unies, qui est administré par le PNUD. Grâce à des stratégies de développement clairement définies, le Mozambique a réduit la pauvreté d'un tiers au cours de la décennie écoulée depuis la fin de la guerre civile. Comme d'autres pays du monde entier, il adopte à présent des plans concrets pour assurer un développement national fondamental conforme aux OMD.

2015 : 10 ans pour changer le monde

Imaginez un monde où tous les enfants ont à manger. Où tout le monde vote. Où tous les foyers sont alimentés en eau potable. Où il n'y a pas de jeunes chômeurs sans avenir qui sombrent dans le crime. C'est le monde des OMD, un monde à notre portée.

En 2000, lors du Sommet du Millénaire, les 191 États Membres des Nations Unies ont tous souscrit à la [Déclaration du Millénaire](#), accord sur les valeurs communes de la paix et de la sécurité, de la protection des droits de l'homme et de la nécessité d'un niveau de vie décent garantissant à tous leur dignité fondamentale. Issus de la Déclaration du Millénaire, huit OMD incarnant ces valeurs ont été définis pour constituer un ambitieux agenda de développement mondial. La date butoir a été fixée à 2015 et les pays ont convenu de collaborer pour atteindre une série de cibles spécifiques de manière à réduire la pauvreté et à extirper les racines de l'inégalité et de l'instabilité.

Depuis 2000, séparément et collectivement, les pays ont beaucoup fait pour déterminer ce qu'exige la réalisation des objectifs. En 2005, alors qu'il ne reste que 10 ans au calendrier des OMD, nous semblons prêts à avancer à bonne allure. Les gouvernements ont intensifié leurs efforts pour mettre en place les plans, politiques et ressources voulus pour parvenir au but, après une décennie de progrès mondial qui a vu les taux de mortalité infantile baisser et l'espérance de vie s'accroître. Et la compréhension émergente des liens indissociables qui unissent le développement et la sécurité annonce l'avènement d'une époque de partenariats mondiaux sans précédent entre les instances gouvernementales, les institutions internationales, les entités du secteur privé et les organisations de la société civile. Dans ce climat de solidarité croissante, un grand pacte est en passe de se conclure en réponse à deux grands désirs humains, désir de paix et désir de prospérité, qui se fondent en un besoin universel de sécurité humaine collective.

« Un monde prisonnier de la pauvreté ne peut être un monde de paix. »

Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies

Un élan mondial

Le temps est venu de conclure ce pacte et, en 2005, le monde se voit présenter une occasion historique de ce faire. C'est en effet l'année de l'examen quinquennal du Sommet du Millénaire, l'un d'une série d'événements qui sont appelés à intensifier l'action mondiale dans divers domaines, notamment celui des OMD. Ces événements vont de la réunion du G-8 à Gleneagles (Écosse) aux prochains entretiens ministériels de l'Organisation mondiale du commerce. Les Nations Unies, quant à elles, ont commandité la réalisation d'un certain nombre de rapports de portée historique qui tracent la voie à suivre et les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à une prospérité mondiale partagée et à un monde plus sûr pour tous. Il y a eu d'abord, à la fin 2004, la publication du rapport intitulé *Un monde plus sûr : notre affaire à tous*, où le Groupe de personnalités sur les menaces, les défis et le changement a consigné les résultats de son analyse des questions de sécurité mondiale. Le rapport visionnaire du *Projet des Objectifs du Millénaire des Nations Unies* [Investir dans le développement : plan d'action pratique pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement](#) lui a fait suite au début 2005. Le Secrétaire général des Nations Unies a enfin réuni les grandes conclusions de ces deux études dans son rapport pour l'examen du Sommet du Millénaire, [Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous](#), qui traite également de la réforme de l'Organisation, d'une envergure telle qu'elle n'avait pas été en-

développement pour examiner non plus ce qui peut être accompli au rythme actuel mais ce qui doit l'être pour réaliser les OMD.

Parmi les pays donateurs, l'aide publique au développement (APD) continue d'augmenter régulièrement : dans cinq pays, elle a déjà atteint la cible de 0,7 % du produit national brut, fixée de longue date et réaffirmée en 2002 dans le Consensus de Monterrey, issu de la Conférence internationale sur le financement du développement. Un autre groupe de pays a convenu d'aller un pas plus loin en fixant ce pourcentage cible à 1 %. On parle en certains lieux d'un nouveau Plan Marshall. Il a été convenu d'un allègement de la dette de quelque 54 milliards de dollars EU au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et l'on voit s'affirmer un mouvement qui préconise une réforme du commerce mondial dans le sens d'une ouverture et d'une équité plus grandes. Les rangs des pays donateurs se sont grossis ces dernières années du fait de l'addition des pays de l'Europe de l'Est et d'autres pays en développement en rapide progrès. Des nations du Sud adoptent des modèles novateurs de coopération au développement entre elles, dont l'effet pourrait être décisif pour la réalisation des OMD.

Si nous examinons le monde d'aujourd'hui, nous constatons que le développement peut être opérant. En fait, en notre époque marquée par la large disponibilité des technologies et des solutions pratiques, le niveau abordable des coûts et le consensus politique, il peut être plus efficace que jamais. L'agenda des OMD, qui concerne

« Si nous échouons face à la faim et à la pauvreté, quelles sont les autres causes qui pourraient nous unir ? »

Luiz Inácio Lula da Silva, Président du Brésil

visagée depuis la fondation de l'institution.

Ces événements, ainsi que d'autres, s'inscrivent dans le contexte d'une reconnaissance mondiale de plus en plus large de l'importance de la situation du reste du monde sur les plans de l'éthique, de l'économie et de la sécurité. Si nous refusons d'agir, la pauvreté d'un seul habitant de la planète constitue, en quelque sorte, un appauvrissement pour nous tous. De même, les menaces pour la sécurité, menaces de guerres ou de maladies infectieuses, se propagent et se répercutent d'un continent à l'autre avec une extraordinaire facilité.

La conscience de notre interdépendance s'est répandue parmi les dirigeants mondiaux et en couverture des revues d'information internationales; c'est cette conscience aussi qui a fait que des millions de gens touchés par les rapports de la dévastation causée par les tsunamis de l'océan Indien en décembre 2004 ont apporté leur aide aux sinistrés et que le volume de leurs contributions a, dans un premier temps, dépassé celui des secours octroyés par les gouvernements. Ce phénomène a aidé à rallier de nouveaux réseaux mondiaux et nationaux qui plaident en faveur de la lutte contre la pauvreté ainsi qu'à unir les formidables forces des campagnes de justice sociale existantes, des syndicats du travail et des groupes religieux. Il a incité les gouvernements à réorienter le débat sur le

tous les pays du globe, est un agenda ambitieux, mais dans le monde interconnecté qui est le nôtre, c'est le seul agenda souhaitable.

Embrasser l'avenir

Dans la lutte contre la pauvreté et par leurs efforts visant à la stabilité de la nation, certains pays en développement font déjà un usage optimal de leurs ressources intérieures et ils pourraient absorber des apports massifs de nouvelles ressources, que celles-ci proviennent de l'APD, de l'allègement de la dette ou des échanges commerciaux, dans l'optique du partenariat mondial envisagé dans les OMD. Ces fonds pourraient étayer les jeunes démocraties, donner un coup de pouce aux services publics et dynamiser l'économie toute entière ce qui leur permettrait d'atteindre les OMD d'ici 2015. Dans les pays qui ont fait la preuve de leur aptitude à bien gérer leur développement, les donateurs internationaux accroissent déjà leurs appuis directs au budget national, plutôt que d'éparpiller l'aide sur de multiples projets gérés par divers donateurs. C'est là une mesure qui soutient les initiatives nationales, qui réduit les charges administratives et qui signale l'avènement d'une collaboration internationale plus équitable.

Mais tous les pays ne partent pas des mêmes bases. Certains, nombreux, où un pourcentage élevé de la population vit dans une

pauvreté extrême, se heurtent à un obstacle fondamental, à savoir leur incapacité de gérer efficacement les ressources disponibles et, a fortiori, de nouvelles ressources, pour atteindre les OMD. Défi plus profond que celui-là, mais qu'il est impératif de relever.

L'expérience que nous apporte, au PNUD, notre présence sur le terrain dans 166 pays, nous dit que le développement a ses chances, avec les appuis voulus, même dans les situations les plus difficiles. Il s'agit avant tout de cibler les éléments de base de la bonne gouvernance et de l'équité sociale. Sans emplois et sans voix au chapitre dans les décisions qui façonnent leur existence, les gens ne peuvent pas contribuer à l'élaboration d'une nation saine et prospère. Coupés de l'économie mondiale et s'efforçant de faire face aux pertes de main-d'œuvre dues au VIH/sida, aux faiblesses institutionnelles et au fardeau écrasant de la dette, les pays n'ont pas les capacités requises pour créer une administration publique efficace. Lorsque les conflits surgissent, tous les problèmes de développement s'aggravent inévitablement et il s'engage alors un cycle vicieux particulièrement difficile à contrôler.

Le scénario est tout autre lorsque les pays sont en mesure de surmonter ces obstacles et de libérer le potentiel de leur population, de leurs institutions et de leurs ressources naturelles. Ils commencent alors, ce faisant, à bâtir une plate-forme d'où ils pourront atteindre les OMD. Grand avocat des OMD et réseau mondial de développement dont disposent les Nations Unies, le PNUD aide les pays et la communauté internationale à agir dans ce sens. Dans le cadre des plans nationaux et des stratégies de réduction de la pauvreté déjà formulés, il apporte son soutien aux pays pour élaborer des stratégies décennales pratiques de réalisation des OMD visant à une intensification des efforts et à l'innovation. Ces stratégies déterminent les lacunes du financement, évaluent les besoins politiques et institutionnels, définissent les mesures d'amélioration de la gouvernance et de l'administration publique et établissent les priorités en matière de services sociaux.

Le PNUD aide les pays à relier les connaissances, les ressources et les partenariats dont ils ont besoin pour appliquer ces plans, qu'il s'agisse de l'amélioration des systèmes statistiques, de raccorde-

Les Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : Éliminer la pauvreté extrême et la faim

Objectif 2 : Parvenir à l'éducation primaire pour tous

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

Objectif 6 : Lutter contre le VIH/sida, le paludisme et les autres grandes maladies

Objectif 7 : Assurer un environnement durable

Objectif 8 : Établir un partenariat mondial pour le développement

ments au réseau électrique, d'élaboration de politiques ou de coopération avec la société civile. Une fois ce processus engagé, le développement a de réelles chances d'améliorer les perspectives nationales et les conditions de vie de la population.

Le bon choix

La décennie écoulée, avec son économie mondiale florissante, a offert des possibilités sans égales aux gens de toutes les régions, depuis les succès économiques de l'Asie jusqu'à la croissance régulière qui s'est installée dans certains pays d'Afrique. Plus qu'aucune autre époque de l'histoire, elle a été aussi une décennie de démocratie : 1,4 milliard d'habitants du globe de plus ont aujourd'hui le droit de choisir leurs gouvernants. Les récents mouvements de réforme politique au Moyen-Orient autorisent un optimisme accru, comme le font aussi les appels lancés en Amérique latine en faveur d'un développement plus équitable.

Bien que porteurs d'espoir, ces changements doivent s'accélérer pour que des populations plus nombreuses puissent en bénéficier. À 10 ans de la date prévue pour la réalisation des OMD, plus d'un milliard de gens vivent encore dans une pauvreté extrême. Le creusement des disparités économiques entre les pays et au sein des pays est préoccupant. Des dizaines de nations connaissent actuellement des conflits divers et les États fragiles sont les premiers où le mécontentement général s'exprime par la confrontation et la violence.

Aux niveaux international et national, les efforts visant à réduire la pauvreté et à maîtriser l'instabilité ont toujours été intensément politiques. Ils constituent également un choix. En 2005, l'accroissement des ressources, de la volonté politique, de l'intérêt du public et des ambitions nationales sont autant de signes nouveaux et encourageants qui indiquent que le monde opérera le bon choix. Pour les populations et les pays riches comme les pauvres, les OMD sont un plan de route pour la réalisation de notre avenir commun et un instrument de changement accéléré et significatif.

Au Kosovo, le PNUD a collaboré de près avec les communautés locales pour appuyer leurs efforts de stabilisation en réparant les ouvrages d'infrastructure endommagés et en créant des emplois. Ces villageoises apportent leur concours à la tâche du retour à la paix, en creusant ici des fossés de drainage.

